

Tarifs douaniers américains en représailles, importations de blé et réalité économique du Bangladesh : une analyse contradictoire

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

lundi 21 juillet 2025, par [ALAM Badrul](#)

n juillet 2025, les États-Unis ont imposé des mesures tarifaires de rétorsion pouvant aller jusqu'à 35 % sur divers produits exportés par le Bangladesh, notamment les articles d'habillement prêt-à-porter. Dans le même temps, le gouvernement bangladais a décidé d'importer 700 000 tonnes de blé en provenance des États-Unis. Ces deux événements ne sont pas des incidents commerciaux isolés mais révèlent plutôt une image profondément contradictoire de l'économie, de l'agriculture, de la politique publique et de la position diplomatique du Bangladesh. Le présent document présente une analyse dialectique marxiste des dimensions politico-économiques de cette double crise.

Sommaire

- [1. Contradiction externe : \(...\)](#)
- [2. Contradiction interne \(...\)](#)
- [3. Contradiction commerciale](#)
- [4. Contradiction diplomatique](#)
- [5. Le réseau d'accords \(...\)](#)
- [Conclusion](#)

1. Contradiction externe : dépendance contre résistance

Les États-Unis sont la première destination pour les exportations du Bangladesh, avec environ 85 % des produits textiles exportés vers les États-Unis et l'Europe. Forts de cette réalité, les États-Unis exercent une pression diplomatique et commerciale sur le Bangladesh. En juillet 2025, les États-Unis ont imposé des droits de douane de 35 % en représailles, « punissant » ainsi le Bangladesh. Dans le même temps, le Bangladesh a décidé d'importer du blé des États-Unis. En vertu d'un protocole d'accord annuel signé entre le Bangladesh et les États-Unis, le Bangladesh prévoit d'importer environ 700 000 tonnes de blé par an pendant cinq ans. Si cet accord est présenté comme une mesure de sécurité alimentaire, il est également considéré comme une transaction diplomatique visant à atténuer la pression tarifaire américaine.

La contradiction est claire : d'un côté, la nécessité de résister aux États impérialistes, de l'autre la dépendance vis-à-vis de ces mêmes États pour la subsistance et la sécurité alimentaire. Cela témoigne de la position semi-coloniale du Bangladesh, où il est pratiquement impossible de mener une politique indépendante.

En économie marxiste, cette réalité est qualifiée de dépendance alimentaire néocoloniale, où les pays en développement deviennent entièrement dépendants des puissances étrangères pour leur agriculture, leur alimentation et leur marché du travail, devenant ainsi le jouet des pressions commerciales et de l'influence étrangère.

Si le projet d'importation vise officiellement à garantir la sécurité alimentaire, il pourrait en réalité nuire aux agriculteurs locaux et aux systèmes de production, menaçant à long terme l'autonomie et la souveraineté du pays.

2. Contradiction interne : production agricole contre logique du marché

Le Bangladesh produit du blé et du riz, mais la production est inférieure à la demande. Pour l'exercice budgétaire 2025-2026, le gouvernement prévoit d'importer environ 1,5 million de tonnes de blé et de riz, dont 700 000 tonnes de blé en provenance des États-Unis. Ces importations risquent de faire baisser les prix équitables payés aux agriculteurs locaux et de décourager la production, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur l'économie agricole du pays.

Dans le même temps, le secteur de l'habillement est en crise. Avec l'annulation de commandes par des entreprises telles que Walmart et Levi's, environ 4 milliards de dollars d'exportations sont menacés. Environ 4 millions de travailleurs, dont plus de la moitié sont des femmes, risquent de perdre leur emploi. Ces travailleurs sont pour la plupart issus de familles agricoles rurales qui sont aujourd'hui confrontées à des difficultés tant dans l'agriculture que dans l'industrie.

Cette réalité dialectique montre un manque de coordination entre la politique agricole et la politique industrielle de l'État, ce qui nuit à une classe sociale tout en mettant une autre en danger. Les moyens de subsistance tant des paysans que des travailleurs sont menacés, ce qui entraîne une détérioration de la situation sociale.

3. Contradiction commerciale : libre marché contre souveraineté économique

Le Bangladesh a depuis longtemps adopté une politique de « libre marché », mais la réalité est que le marché n'est jamais vraiment libre. Lorsque des États impérialistes comme les États-Unis le décident, ils imposent des droits de douane. Le Bangladesh n'a pas le pouvoir diplomatique ou économique de résister à ces droits de douane.

Malgré les alertes annonçant une perte de 3,3 milliards de dollars dans les exportations de vêtements, le gouvernement insiste pour augmenter les importations. Cela révèle un système commercial mondial discriminatoire sous le couvert du libre marché, où les pays en développement sont traités comme de simples fournisseurs de main-d'œuvre et de matières premières.

Les États impérialistes et les multinationales dominent l'économie capitaliste mondiale. L'économie et les marchés du Bangladesh sont modelés sous cette pression, ce qui menace gravement la souveraineté et l'indépendance économique du pays.

4. Contradiction diplomatique : protéger ses intérêts ou capituler

Le gouvernement bangladais a promis d'importer du coton, de la volaille et du blé des États-Unis pour satisfaire Washington, dans l'espoir de voir rétablir le SPG (système de préférences généralisées) ou des avantages commerciaux spéciaux. Il ne s'agit pas là de relations diplomatiques, mais d'une forme moderne de dépendance néocoloniale. De tels accords dissocient la politique étrangère du Bangladesh des intérêts de son peuple, la réduisant à apaiser les États partenaires du développement.

Description des accords militaires et commerciaux

Les relations entre le Bangladesh et les États-Unis vont au-delà de l'alimentation et du commerce ; les accords militaires et commerciaux ont un impact significatif sur la souveraineté et les décisions politiques du Bangladesh. Parmi ceux-ci, on peut citer : TICFA (Accord sur le forum de coopération commerciale et d'investissement) : ce cadre commercial garantit la domination du capital américain sur les marchés bangladais.

Grâce au TICFA, les multinationales étendent leur contrôle sur l'agriculture et l'industrie, sapant la production et l'emploi locaux.

Projets USAID et Feed the Future : sous couvert d'aide au développement, ces projets poussent les agriculteurs vers une agriculture capitaliste industrielle, érodant l'autosuffisance alimentaire et augmentant la dépendance vis-à-vis des importations.

ACSA (Accord d'acquisition et de services croisés) : cet accord de coopération militaire accorde aux États-Unis un accès et un contrôle sur les infrastructures militaires du Bangladesh, ce qui représente un risque pour la sécurité nationale et la souveraineté.

GSOMIA (Accord général sur la sécurité des informations militaires) : grâce à ce traité, les informations militaires et confidentielles sont partagées, ce qui réduit l'indépendance militaire du Bangladesh.

Accords sur la surveillance numérique : les accords sur les technologies de l'information et la surveillance numérique conclus avec les États-Unis mettent en péril la souveraineté en matière d'information et les libertés civiles.

Grâce à ces accords multiformes dans les domaines militaire et commercial, le Bangladesh est entraîné dans une sphère d'influence qui restreint son autonomie et sa capacité à définir sa propre politique.

5. Le réseau d'accords et leur impact réel

Les États-Unis mènent depuis longtemps une politique de pressions diverses sur le Bangladesh. D'un côté, ils mettent en avant les violations des droits humains dans le secteur textile bangladais ; de l'autre, les multinationales américaines exigent un accès illimité aux marchés bangladais. Ce double standard révèle la logique impérialiste capitaliste mondiale.

L'accord sur les importations de blé et les droits de douane punitifs révèlent les objectifs politiques des États-Unis. Si l'allègement des droits de douane vise à favoriser les importations alimentaires, il affaiblit à long terme l'agriculture et l'économie du Bangladesh. La négligence des intérêts des agriculteurs locaux et la dépendance croissante à l'égard des importations ne font que renforcer les chaînes néocoloniales.

Conclusion

Les importations massives de denrées alimentaires en provenance des États-Unis, qui ont récemment été autorisées par le gouvernement bangladais, montrent clairement comment la souveraineté économique et politique d'un État s'érode lorsque ses dirigeants sont contraints de se plier aux conditions imposées par le système capitaliste mondial. Pour remédier à cette

situation, il est nécessaire de renforcer l'autosuffisance alimentaire à partir d'en bas, de protéger les agriculteurs et les producteurs locaux et de développer une économie alternative de gauche fondée sur l'intérêt national, les droits des travailleurs et la lutte anti-impérialiste.

« Notre terre, notre nourriture, notre propre politique étrangère : tel doit être la promesse du Bangladesh de demain. »

Badrul Alam Président
Bangladesh Krishok Federation (BKF)